



CERCLE D'ACTION ET DE REFLEXION AUTOUR DE L'ENTREPRISE

Conférence Débat – Hôtel SOFITEL – Mercredi 25 Novembre 2009

« Les acteurs et les moteurs de la croissance économique »

REVUE DE PRESSE

El Watan
LE QUOTIDIEN INDÉPENDANT

Zhor Hadjam
Jeudi 26 Novembre 2009

Croissance économique en Algérie

« Les plans de relance ne sont pas la solution »

Le cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise CARE en collaboration avec la fondation allemande Naumann, a lancé hier un débat très instructif sur les meilleures manières pour l'Algérie d'aborder la crise économique actuelle et de créer une croissance durable.

Pour planter le décor, les différents intervenants, éminents experts économiques, ont fait les constats et ont énuméré les faiblesses de la démarche économique dans notre pays, qui malgré les efforts consentis depuis plus de dix ans, n'arrive pas à se départir de sa trop forte dépendance des hydrocarbures. Dans le chapitre « moteurs de la croissance », l'économiste, Abdelhak Lamiri, a estimé que les grosses mises consenties par le gouvernement pour relancer la croissance à travers les plans de relance n'étaient pas très rentables. Il s'est ainsi clairement positionné contre les plans de relance lancés par l'Etat ayant nécessité une enveloppe de 150 milliards de dollars. Au sens de M. Lamiri, cet effort motivé par une volonté de booster l'économie algérienne et créer les conditions de la relance, est voué à l'échec puisque, dit-il, « une économie mal préparée ne peut utiliser à bon escient ses ressources massives ». Il expliquera que dans le cas d'une économie comme celle de notre pays « sur 100 dollars investis on ne récolte que 50 dollars d'output ».

Pour rentabiliser de telles mises, estime M. Lamiri, il faut certaines conditions et notamment un tissu d'entreprises performantes et la formation d'une ressource humaine capable de piloter une politique managériale efficiente « en l'absence de ces conditions, les ressources sont gaspillées », avertit M. Lamiri estimant qu'« en Algérie, il existe un régime à accumulation extensive qui engendre une baisse de la productivité lorsqu'on injecte autant d'argent ». Pour changer de cap et entrer dans la croissance, M. Lamiri propose de passer d'une administration bureaucratique à un management d'experts, de mettre en place les mécanismes de l'émergence des PME, autour du point fort de l'économie – les hydrocarbures dans le cas de l'Algérie – d'accompagner les restructurations des entreprises et de laisser le loisir à l'Etat de jouer son rôle dans le domaine de la santé, de l'éducation et de la réalisation des infrastructures.

Pour sa part, Salah Mouhoubi, économiste de renom, a ciblé la politique des IDE en Algérie, estimant que notre pays doit renvoyer une image de stabilité en évitant des remises en question et des retours en arrière comme c'est le cas avec la LFC 2009, qui même si elle comporte, selon lui, des points positifs pour l'économie, dérouté les observateurs économiques et les investisseurs étrangers. Il dira notamment que l'article concernant le partage d'actions en faveur des nationaux dans le cadre du partenariat n'est pas judicieux car on impose aux étrangers une règle sans se poser la question de savoir si les nationaux ont la possibilité de participer à hauteur de 51 % des parts dans une entreprise. Face à M. Mouhoubi qui s'est montré très enthousiaste quand à la nécessité de compter sur les IDE, l'économiste Mustapha Mékidèche préfère la prudence donnant en exemple la Roumanie et des pays baltes dont la politique vorace d'absorption des IDE met actuellement en très mauvaise posture des suites de la crise économique.



En toute **liberté** **Lundi 30 Novembre 2009** Par : **Mustapha Mekideche**

Les acteurs algériens de la croissance : reflux ou émergence ?

Nous savions déjà qu'en termes d'analyse comparative avec d'autres pays émergents, l'Algérie est très mal placée s'agissant du nombre, de la taille et des chiffres d'affaires réalisés par ses entreprises. Par exemple, lorsqu'on prend le critère du nombre d'entreprises pour 10 000 habitants. Autre exemple plus significatif, aucune entreprise algérienne, ni africaine d'ailleurs, ne figure sur la liste de 100 entreprises "challengers" des pays émergents établie par le Boston Consulting Group (BCG). Y figurent par ordre croissant l'Argentine, la Hongrie, l'Indonésie, le Koweït avec respectivement une entreprise, le Chili, la Turquie et la Thaïlande avec deux chacun, la Malaisie avec trois, les Émirats arabes avec quatre, la Russie avec six, le Mexique avec sept, le Brésil avec quatorze, l'Inde avec vingt et enfin la Chine avec trente-six. Cette faiblesse de l'offre nationale est particulièrement lisible quand elle est couplée au taux exceptionnel d'investissement public en Algérie, qui atteint le quart du PIB national ces cinq dernières années avec un nouveau record en 2009, puisque ce taux approche du tiers. Force est de constater que beaucoup d'entreprises algériennes sont passées à côté de cette opportunité pour émerger, alors que quelques autres ont tout simplement échoué sans que les leçons n'aient été tirées. Alors, on voit bien que l'un des enjeux stratégiques actuels pour une croissance durable tourne autour de la capacité du pays à promouvoir de nouveaux "acteurs et moteurs de la croissance" pour reprendre le thème de la conférence-débat organisée le mercredi 25 novembre par le **Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care)** avec le soutien de la Fondation F. Neumann.

On peut, me semble-t-il, ordonner la prise en charge de cet enjeu majeur autour de quatre séries de questions à traiter : les fausses pistes à éviter, les verrous à faire sauter, les mutations culturelles à opérer et l'efficacité des politiques publiques à rechercher. D'abord pour les fausses pistes, j'en ai repéré une : celle du tout-libéral, c'est-à-dire celle qui consiste à considérer que les entreprises publiques n'ont plus aucun rôle à jouer et devraient même disparaître. Ainsi certains estiment, par exemple, que l'assainissement financier en profondeur de douze d'entre elles, annoncé au Parlement par le ministre des Finances dans le cadre du débat sur la loi de finances 2010, est inutile, voire plus. Je voudrais simplement rappeler, à ce propos, l'expérience de l'industrie des hydrocarbures de la Russie. Cette dernière avait commencé dans le cadre de sa démarche de privatisation "big bang" à liquider ses entreprises publiques du secteur. Elle a mis plus de deux décennies à s'en relever. Deuxième élément, on peut constater que des entreprises publiques chinoises, indonésiennes et même égyptiennes opèrent efficacement sur notre marché. Enfin, chez nous tout le monde peut constater que nous payons cher la dissolution systématique des noyaux publics d'engineering et des grandes entreprises de réalisation dont on aurait eu tant besoin aujourd'hui. Pour tout vous dire, il y va de l'économie comme de la politique : c'est l'art du possible.

En effet, il vaut mieux une EPE en difficulté que pas d'entreprise du tout, c'est-à-dire recourir au reste du monde. Le deuxième type de problèmes est relatif aux verrous à faire sauter. À commencer par les rentes faciles qui ont un effet d'éviction sur l'investissement local, préférant tout naturellement les profits exceptionnels de la revente en l'état et de la bulle immobilière à la création plus difficile de richesses. Ensuite, il faudra réduire les surcoûts engendrés par la bureaucratie qui se traduisent en charges sur les comptes d'exploitation, mais finissent aussi par épuiser l'énergie des entrepreneurs dans le traitement de faux problèmes. Comment voulez-vous qu'un entrepreneur exporte si pèse sur lui un risque pénal, s'il dépasse de quelques jours les délais contractuels de rapatriement, alors que tout le monde sait que les rapports entre client et fournisseur ne sont pas tout le temps binaires ? Quant aux mutations culturelles, elles concernent une partie des entrepreneurs privés qui doivent changer de carte mentale sur trois aspects. Passer de la propriété personnelle ou familiale à la propriété sociale, former aux techniques et au management modernes, faire appel beaucoup plus à l'expertise, même si cela semble coûter cher à court terme, enfin écouter le marché et aller à l'international car avec les zones de libre-échange, les concurrents sont déjà là. Il est bon de méditer ce propos de Mauricio Botelho du groupe aéronautique brésilien Embraer qui, lorsqu'on lui posait la question sur l'avantage concurrentiel de son entreprise, répondait : "C'est la qualité de nos ingénieurs." Quatrième et dernier point, les politiques publiques. En plus de débureaucratiser les interfaces administratives et d'organiser les marchés, il convient de prendre la mesure des mutations économiques en matière d'économie fondée sur la connaissance (EFC) et de la globalisation. Pour le premier aspect, le meilleur appui à apporter est de mettre en place un système d'éducation et de recherche performant qui accompagne l'innovation des entreprises. S'agissant du deuxième aspect, créer un fonds d'investissement est une bonne chose, mais le cantonner dans l'espace national sera au final inefficace car pour gagner en compétitivité, les entreprises algériennes ont besoin d'acquérir des actifs technologiques, industriels et de distribution à l'étranger. En vérité, tout a été dit et les analyses sont déjà faites. C'est à présent le temps de l'action, mais une action concertée.



26 Novembre 2009
Meziane Atmani.

Conférence-débat sur les acteurs et moteurs de la croissance économique : Les experts plaident pour un partenariat entre les pouvoirs publics et les entreprises

Le cercle pour l'action et la réflexion autour de l'entreprise (CARE) et la fondation Friedrich Naumann ont hier organisé une conférence-débat sur le thème "les acteurs et les moteurs de la croissance" «Ce débat se propose de situer les différentes variables de l'équation de la croissance économique en les projetant dans le temps. Les défis sont nombreux et seul un solide partenariat public-privé nous permettra de les relever », a déclaré Abdelkrim Boudra, président du CARE.

De nombreuses personnalités du monde de l'économie et de l'entreprise, tels Madjid Bouzidi, Abdelhak Lamiri, Salah Mouhoubi et Reda Hamiani ont pris part à ce débat. Un panel d'économistes et d'experts financiers a aussi intervenu pour souligner les enjeux principaux de la croissance économique, en mettant l'accent sur les règles du jeu économique. C'est ainsi que la réponse a été abordée par certains experts sous l'angle de l'analyse dynamique de la balance des paiements liée essentiellement à la balance commerciale, balance des services, balance des capitaux et des réserves. Les participants ont tenté, chacun sa vision, d'analyser l'impact de ces données macroéconomiques sur les politiques publiques en matière notamment d'investissement et de stimulation de la consommation au regard de la conjoncture nationale et internationale.

Les économistes, comme Abdelkrim Boudra, ont recommandé une stratégie de croissance qui doit être élaborée entre les pouvoirs publics et les entreprises publiques et privées. «La communauté économique fait face à de nombreuses interrogations quant à la stratégie industrielle, la politique de privatisation, la place des IDE, la politique de promotion de la PME et les programmes de mise à niveau», a souligné en outre M Boudra. Face aux conséquences brutales de la crise, les pouvoirs publics ont pris les devants, dit-il, au travers de décisions volontaristes afin de juguler les effets de la crise « sans consultation préalable », précise l'économiste.

Un constat de carence a été fait concernant le privé national dont le rôle de la création de l'emploi est paradoxalement souligné. Alors qu'un changement de cap est pris concernant les privatisations, les énièmes plans de réhabilitation des entreprises publiques se font toujours attendre. Les récentes mesures relatives aux IDE risquent, selon lui, de créer des barrières à l'entrée et de priver l'Algérie des apports étrangers nécessaires à la croissance à long terme. Quelles sont les nouvelles données qui accompagneront la reprise du cycle de la croissance mondiale ? Quelles sont les opportunités et les menaces pour l'économie algérienne ?

Voilà les principales interrogations auxquelles ont tenté de répondre les experts dans le cadre d'une meilleure collaboration entre les pouvoirs publics et les entreprises à travers notamment le développement de vrais projets de partenariat public-privé. Le développement durable signifie, selon les experts, un partenariat fécond entre les entreprises nationales qu'elles soient ou privées.

Ils prônent également la promotion de la production nationale et de la consommation. La croissance se conjugue ainsi avec une mise en œuvre d'un partenariat solide entre les pouvoirs publics et les entreprises, recommandent les experts.



Jeudi 26 Novembre 2009
Amar AOUMER

CONFÉRENCE-DÉBAT SUR LES ACTEURS ET MOTEURS DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Les experts plaident pour un partenariat entre l'Etat et les entreprises «Ce débat se propose de situer les différentes variables de l'équation de la croissance économique en les projetant dans le temps. Les défis sont nombreux et seul un solide partenariat public-privé nous permettra de les relever » a déclaré hier Abdelkrim Boudra, président du Cercle pour l'action et la réflexion autour de l'entreprise (CARE) lors de la conférence-débat organisée en collaboration avec la fondation Friedrich Naumann portant sur le thème "Les acteurs et les moteurs de la croissance".

De nombreuses personnalités du monde de l'économie, tels Madjid Bouzidi, Abdelhak Lamiri, Salah Mouhoubi, et de chefs d'entreprise, ont pris part à cette conférence-débat. Un panel d'économistes et d'experts financiers sont intervenus pour souligner les enjeux principaux de la croissance économique en mettant l'accent sur les règles du jeu économique. C'est ainsi que la réponse a été abordée par certains experts sous l'angle de l'analyse dynamique de la balance des paiements liée essentiellement à la balance commerciale, balance des services, balance des capitaux et des réserves.

Les participants ont tenté, chacun selon sa vision, d'analyser l'impact de ces données macroéconomiques sur les politiques publiques en matière, notamment d'investissement et de stimulation de la consommation. Au regard de la conjoncture nationale et internationale approchée de manière dynamique lors de la première partie du débat, les économistes, tel que Abdelkrim Boudra, président du CARE, ont insisté sur les rôles respectifs des différents acteurs selon une stratégie de croissance ambitieuse : pouvoirs publics, entreprises publiques et privées... «La communauté économique fait face à de nombreuses interrogations quant à la stratégie industrielle, la politique de privatisation, la place des IDE, la politique de promotion de la PME et les programmes de mise à niveau des entreprises» a souligné Boudra. Face aux conséquences brutales de la crise, les pouvoirs publics ont pris les devants au travers de décisions volontaristes afin de juguler les effets de la crise sans consultation préalable.

Un constat de carence semble être fait concernant le privé national dont le rôle dans la création de l'emploi est paradoxalement souligné, selon Boudra. Alors qu'un changement de cap est pris concernant les privatisations, les énièmes plans de réhabilitation des entreprises publiques se font toujours attendre. Les récentes mesures relatives aux IDE risquent, selon lui, de créer des barrières à l'entrée et de priver l'Algérie des apports étrangers nécessaires à la croissance à long terme. Quelles sont les nouvelles donnes qui accompagneront la reprise du cycle de la croissance mondiale ? Quelles sont les opportunités et les menaces pour l'économie algérienne ? Voilà les principales interrogations auxquelles ont tenté de répondre les experts dans le cadre d'une meilleure collaboration entre les pouvoirs publics et les entreprises à travers notamment le développement de vrais projets de partenariat public-privé.

Le développement durable préconise, certes, un partenariat avec des sociétés internationales, mais les économistes prônent également l'encouragement de la production nationale et la promotion de la consommation. Tout comme le ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements, Hamid Temmar qui a récemment reconnu la nécessité de la symbiose pouvoirs publics entreprises, les conférenciers ont mis en exergue l'impérieuse coopération entre les différentes institutions de l'Etat et les entreprises, notamment les PME créatrices de richesses et d'emplois. Dans une de nos prochaines éditions, nous publierons une interview du président du CARE, Abdelkrim Boudra.

STRATEGIE

Intelligence économique, enfin!

Par : LARBI OUCHERIF

Des événements remarquables ont marqué la dernière quinzaine de novembre. D'abord, les 3èmes Assises de l'Intelligence économique suivies respectivement par l'installation du Comité ad hoc « du développement et du renforcement des capacités des PME » organisé par le CNES et la Conférence-débat ayant pour thème : les acteurs et les moteurs de la croissance.

En arrière fond de ces manifestations se poursuivent les discussions de la Loi de finances 2010 ; Tandis que la mission d'information du MEDEF à Alger reste bien entendu un fait incontournable.

Un lien entre ces événements? La stratégie.

En matière d'intelligence économique, l'intervention de Mohamed Bacha, Directeur Général de l'intelligence économique, des études et de la prospective au Ministère de l'Industrie et de la Promotion des Investissements est, en soi, une information révélatrice de la prise de conscience des stratégies de défense de l'économie nationale et des acteurs engagés dans cette lutte pour le développement.

La réunion du CNES- pour installer le comité ad hoc PME- est une manifestation qui a permis de mettre en relief

deux niveaux d'expertise : celle de l'exécutif exprimée par le ministre Benbada et celle de la « société civile » énoncée par le président du CNES, Babés.

Le premier a dit comment l'expertise est en action au niveau gouvernemental : groupes de travail, comités interministériels ; arrêtés interministériels, décrets exécutifs. Mesures permettant de codifier les décisions, les droits et obligations des uns et des autres. En outre, la loi demeure le niveau le plus élevé de cette expertise puisque adoptée par le Parlement avant sa signature par le président de la République.

L'ordonnance présidentielle est également prise après une expertise de très haut niveau.

Mohamed.S. Babés a expliqué que la situation exigeait une intervention de la société civile dans un processus

de réflexion-action qui doit s'imposer à tous.

Ce qui est posé, c'est une approche différente face au 'temps' d'application des lois. L'exécutif montre plus 'd'aptitudes' à attendre que la société des acteurs de l'économie qui voudrait une réaction plus rapide des autorités de l'Etat aux problèmes posés.

Le niveau qualitatif des intervenants dans ce débat où rapport entre exécutif et base est exemplaire, et le rapprochement des attentes des uns par rapport aux autres sera plus souple à l'avenir.

En tout cas, les acteurs ont une connaissance des situations qui rendent plus facile la solution des problèmes et la stratégie d'avenir.

Le CARE (Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise) soutenu par la Fondation Friedrich Naumann

pour la Liberté, a organisé un débat sur « les acteurs et les moteurs de la croissance ».

La qualité des intervenants est, à elle seule, un capital intellectuel de grande valeur.

L'autre lien entre ces faits est la mise en avant de la « Recherche et développement » à tous les niveaux. Il faut rappeler que les entreprises publiques algériennes des années 70 ne négligeaient pas le volet « recherche », tant au niveau central que dans les plus importants complexes.

Ce qui importe est ce retour à l'autonomie de pensée et si possible d'action dans un monde en crise où les plus forts veulent, et réussissent la soumission des plus faibles... Madame Parisot a fait le déplacement à Alger, et a semblé comblée par les entretiens qu'elle a eu avec les responsables de la société civile et de l'exécutif...

La stratégie définit des objectifs à partir d'un examen détaillé et approfondi de la situation. Elle met en avant les efforts à consentir pour avoir les ressources nécessaires afin d'approcher les conditions d'un passage massif à l'action, en coordination de toutes les forces et moyens.

A quel niveau en sommes-nous, aujourd'hui ?

A entendre les uns et les autres : ils sont prêts !

Les convergences constatées entre l'exécutif qui adopte l'attitude critique de ses censeurs et ces derniers qui proposent des clés pour faire « opérer le grand bond qualitatif de l'industrie et de l'agriculture » algériennes, sont le signe de la maturité des classes dirigeantes nationales. La loi de finances 2010 en portera la marque : Détermination et Energie !

L.O